

Quant à nous, Canadiens, je crois que nos actes indiquent clairement que nous avons reconnu ce besoin. Après avoir plus que doublé notre programme d'aide bilatérale, l'année dernière, nous l'augmentons encore cette année. Je puis aujourd'hui affirmer, que, pourvu qu'une Charte satisfaisante soit établie (comme nous l'espérons) et sous réserve de l'approbation parlementaire, nous nous associerons à la Banque pour le Développement de l'Asie et nous apporterons à son capital initial une contribution pouvant aller jusqu'à \$25,000,000. Dans une autre région, nous sommes maintenant prêts à nous engager dans la deuxième phase des accords spéciaux que nous avons conclus avec la Banque de développement inter-américain en vertu desquels au début de l'année nous avons mis à la disposition de l'Amérique latine la somme de \$25,000,000 sous forme de prêts; je suis maintenant heureux de vous faire part qu'une somme supplémentaire de \$10,000,000 sera mise à la disposition de cette Banque où elle sera utilisée pour des prêts sans intérêt remboursables sur une période pouvant aller jusqu'à cinquante ans.

En plus de ses contributions officielles, le peuple canadien devient de plus en plus engagé directement dans l'aide aux pays en voie de développement. Avec l'appui du gouvernement, des capitaux de plus en plus considérables sont mobilisés et un nombre sans cesse croissant de jeunes canadiens mettent de diverses façons leur formation et leurs talents au service des pays qui ont besoin d'aide.

Pour finir, je tiens à affirmer que nous appuyons fermement la fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique, moyennant des conditions satisfaisantes, en un programme unifié des Nations Unies pour le développement et la poursuite du Programme alimentaire mondial. Le Canada désire que les nouveaux objectifs prévus pour ces programmes soient approuvés; j'espère que notre contribution sera en harmonie avec ces objectifs des Nations Unies.

L'aide, toutefois, ne peut seule suffire à rencontrer les besoins grandissants des pays en voie de développement. Les efforts concertés des pays développés et des pays en voie de développement sont nécessaires pour trouver des moyens d'accroître les revenus provenant du commerce extérieur afin de soutenir les programmes de développement nécessaires. C'est pourquoi le Canada a fortement appuyé l'établissement de l'appareil permanent de la Conférence sur le Commerce et le Développement qui s'attelle à ses tâches avec vigueur, imagination et patience.

Il n'y a pas de réponse facile ou simple aux problèmes commerciaux des pays en voie de développement. Une chose cependant est claire. Les solutions collectives sont préférables à celles imaginées dans l'isolement. Ce n'est pas une question d'idéalisme, mais une question de réalisme. Ce qui est difficile ou parfois même impossible de réaliser seul, peut souvent être accompli de façon plus satisfaisante lorsque plusieurs pays sont